

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 10/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV Centre Est

59-65 rue de la Reveriaz

73000 CHAMBERY

Références : 20221013-RAP-SUEZChambéry-InspectionPlainteBruit
Code AIOT : 0006104356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement SUEZ RV Centre Est implanté 59-65 rue de la Reveriaz 73000 CHAMBERY. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de plusieurs plaintes bruit à l'encontre de la société SUEZ.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Est
- 59-65 rue de la Reveriaz 73000 CHAMBERY
- Code AIOT : 0006104356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Ex IED - MTD

Initialement, ces installations de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux étaient autorisées par arrêté préfectoral du 15/11/1996 et exploitées par la société VIGNIER et FILS. L'autorisation a ensuite été transférée à la société SITA Centre Est en 2011 (récépissé de changement d'exploitant du 29/08/11), devenue la société SUEZ RV Centre Est suite à

un changement de dénomination sociale du 1/07/2016.

Des mises à jour de l'arrêté préfectoral d'exploitation de ces installations ont été effectués et celles-ci sont désormais réglementées par l'arrêté préfectoral du 21/06/2018, délivré à la société SUEZ RV Centre Est, complété par l'APC du 24/04/2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bruit : Plaintes nuisances sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Aménagements des installations	AP Complémentaire du 21/06/2018, article 5.1.2
3	Valeurs limites d'émergence et niveaux de bruit en limites de propriété	AP Complémentaire du 21/06/2018, article 5.2.1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Bruit : horaires fonctionnement	AP Complémentaire du 21/06/2018, article 5.1.1
4	Rapport de contrôle des émissions sonores	AP Complémentaire du 21/06/2018, article 5.2.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport des mesures bruit réalisées en février 2021 qui a été présenté en séance par l'exploitant, mentionne des non-conformités des niveaux acoustiques en zones à émergences réglementées (ZER), au niveau des points LP2, LP3. Il a été observé que ces points pris pour référence sont ceux qui ont été utilisés pour mesurer le niveau de bruit en limite de propriété. Or, se référer à ces points de mesures situés en limite de propriété pour évaluer les niveaux acoustiques en ZER n'est pas représentatif des niveaux acoustiques dans les zones à ZER où se situent les plaignants.

Concernant les niveaux en limite de propriété, un dépassement du seuil réglementaire de 70,0 dB(A) est relevé au niveau du point LP4 (72,5 dB(A)). Toutefois le point LP4 n'est pas situé du côté des rue des plaignants. Depuis ces mesures, l'exploitant a réalisé courant de l'été 2022 un mur coupe-feu du côté du point LP4, ce qui peut contribuer à réduire le niveau de bruit du côté de cette limite de propriété.

Nous demandons donc à l'exploitant :

dans un délai de 2 mois, de :

- transmettre un rapport de mesures bruit complémentaire, qui inclura des points de mesures représentatifs dans les ZER concernées par les plaintes (rue du docteur Voutier et rue Marcelin Berthelot). Une nouvelle mesure acoustique au niveau du point LP4 sera également à prévoir pour vérifier de nouveau le niveau de bruit en limite de propriété du côté de ce point. En fonction des résultats obtenus, l'exploitant transmettra les dispositions prévues et un calendrier prévisionnel de la réalisation de celles-ci,

dans un délai de 6 mois, de confirmer, le cas échéant, la mise en oeuvre des dispositions prévues pour respecter l'émergence réglementaire et du niveau de bruit en limite de propriété, avec à l'appui, la remise d'un nouveau rapport des mesures bruit contradictoire.

Enfin, nous rappelons à l'exploitant qu'il doit transmettre tous les 5 ans à l'inspection des installations classées, dès réception, les résultats de mesures acoustiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit : horaires fonctionnement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2018, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, jours et horaires fonctionnement
Prescription contrôlée : L'exploitation des installations est autorisée selon les horaires suivants : - du lundi au vendredi de 7h30 à 12 et de 13h30 à 17h30.
Constats : L'exploitant a précisé qu'il démarre ses activités à 7h30 le matin et que l'arrêt des activités sur le site est à 17h. Les activités sont également à l'arrêt entre 12h et 13h30. Les horaires autorisés sont respectés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2018, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, aménagement des installations pour limiter le bruit
Prescription contrôlée : Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.
Constats : De par les plaintes nuisances sonores émises à l'encontre de la société SUEZ à Chambéry, les installations exploitées sur le site, en particulier la manipulation de la ferrailles par les grutiers, sont à l'origine de bruits transmis par voie aérienne, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.
Observations : Nous demandons à l'exploitant de transmettre sous un délai de 2 mois, les dispositions envisagées, afin de limiter le bruit pendant les horaires de fonctionnement du site, dû en particulier à la manipulation de la ferraille.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Valeurs limites d'émergence et niveaux de bruit en limites de propriété

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2018, article 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, bruit : Valeurs limites d'émissions (VLE)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les zones à émergence réglementée définies conformément aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, les émissions sonores de l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none">- Jour (de 7 h à 22 h), sauf dimanches et jours fériés : 5dB(A)- Nuit (de 22 h à 7 h), ainsi que les dimanches et jours fériés : 3 dB(A) <p>En tout état de cause, en limite de propriété de l'établissement, les niveaux de bruit ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Jour (de 7 h à 22 h), sauf dimanches et jours fériés : 70 dB(A)- Nuit (de 22 h à 7 h) ainsi que les dimanches et jours fériés: 60 dB(A)
<p>Constats : Les résultats des mesures acoustiques réalisées le 5/02/2021 par le bureau de contrôle "ECHO ACOUSTIQUE" qui a été présenté en séance par l'exploitant, montrent qu'en limite de propriété de l'établissement, pour la période diurne, les niveaux sonores aux points LP1, LP2, LP3 et LP5, sont conformes. En revanche, un dépassement du seuil réglementaire de 70,0 dB(A) est relevé au niveau du point LP4 (72,5 dB(A)). Toutefois le point LP4 n'est pas situé du côté des rue des plaignants. Depuis ces mesures, l'exploitant a réalisé courant de l'été 2022 un mur coupe-feu du côté du point LP4, ce qui peut contribuer à réduire le niveau de bruit du côté de cette limite de propriété.</p> <p>Concernant l'évaluation des niveaux acoustiques relevés en zone à émergence réglementée (ZER), le rapport des mesures bruit, mentionne des non-conformités par rapport au seuil réglementaire de 5 dB(A) au niveau des points LP2/ZER2 (9 dB(A)) et LP3/ZER3 (20,5 dB(A)). Il a été observé que ces points pris pour référence sont ceux qui ont été utilisés pour mesurer le niveau de bruit en limite de propriété. Or, se référer à ces points de mesures situés en limite de propriété pour évaluer les niveaux acoustiques en ZER n'est pas représentatif des niveaux acoustiques dans les zones à ZER où se situent les plaignants.</p>
<p>Observations : Nous demandons à l'exploitant :</p> <p><u>dans un délai de 2 mois, de :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• transmettre un rapport de mesures bruit complémentaire, qui inclura des points de mesures représentatifs dans les ZER concernées par les plaintes (rue du docteur Voutier et rue Marcelin Berthelot). Une nouvelle mesure acoustique au niveau du point LP4 sera également à prévoir pour vérifier de nouveau le niveau de bruit en limite de propriété du côté de ce point. En fonction des résultats obtenus, l'exploitant transmettra les dispositions prévues et un calendrier prévisionnel de la réalisation de celles-ci,<p><u>dans un délai de 6 mois, de</u> confirmer, le cas échéant, la mise en oeuvre des dispositions prévues pour respecter l'émergence réglementaire, avec à l'appui, la remise d'un nouveau rapport des mesures bruit contradictoire.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Rapport de contrôle des émissions sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2018, article 5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, rapport bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser tous les 5 ans une mesure des niveaux d'émission sonore de l'établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après information de l'inspection des installations classées. Les emplacements sont définis après accord de l'inspection des installations classées. Une mesure des émissions sonores doit être réalisée dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté. Les mesures des émissions sonores sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations sur une durée d'une demi-heure au moins, et selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Les rapports de mesures des émissions sonores sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur édition.
Constats : L'exploitant a fait réaliser des mesures acoustiques sur le site le 05/02/2021, par la société "ECHO ACOUSTIQUE". Le rapport de mesures date du 1/03/2021. L'échéance de mesures bruit fixée à tous les 5 ans est respectée, puisque l'arrêté préfectoral complémentaire applicable au site, date du 21/06/2018. Toutefois, le rapport bruit n'a pas été transmis dès réception, mais sur demande de l'inspection le 29/09/2022, dans le cadre de l'instruction des plaintes pour nuisances sonores.
Observations : Nous rappelons à l'exploitant qu'il doit transmettre tous les 5 ans à l'inspection des installations classées, dès réception, les résultats de mesures acoustiques.
Type de suites proposées : Sans suite